

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 mai 2023

PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT  
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

**AMENDEMENT**

N° 1159

présenté par

M. Lachaud, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,  
Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard,  
M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière,  
M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne,  
M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud,  
Mme Hignet, Mme Keke et M. Kerbrat

-----

**ARTICLE 2****RAPPORT ANNEXÉ**

Compléter l'alinéa 61 par les deux phrases suivantes :

« Un bilan objectif du retour de la France dans le commandement intégré sera produit. Un vote au Parlement tous les cinq ans sur l'opportunité de rester dans le commandement intégré de l'OTAN deviendra obligatoire. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES propose la production d'un bilan objectif du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. En toute logique, l'OTAN aurait dû être dissoute à la fin de la Guerre Froide. Au contraire, elle n'a cessé depuis de s'étendre, provoquant la méfiance de nombreux pays non occidentaux. Elle a été au cœur de la « guerre globale contre le terrorisme » débutée par les désastreuses interventions en Afghanistan et en Irak. Elle sert aujourd'hui Washington dans son projet de contenir l'influence chinoise.

En l'état, nous ne proposons pas de sortir de l'Alliance atlantique. Toutefois, le retour de la France dans son commandement intégré en 2008 a été présenté comme un pari afin de gagner en influence. Il n'a pas été gagné. Il cantonne la France à n'être aux yeux du monde qu'un faire-valoir des États-Unis et l'empêche de se faire entendre pour ce qu'elle est, une puissance universaliste.

C'est pourquoi nous proposons le retrait de la France du commandement intégré de l'organisation. Ce faisant, elle adresserait au monde le signal qu'une voie tierce existe pour les peuples souhaitant préserver leur indépendance.